



CHRONIQUE
Nicolas Baverez
nbaverez@lefigaro.fr

Prenons le projet de Poutine au sérieux

Sixante-dix ans après le lancement de la guerre froide par l'URSS stalinienne en 1947, la Russie met à profit le grand désarroi des démocraties, gangrénées par le populisme, pour fixer l'agenda stratégique. Avec pour objectif de façonner un nouvel ordre mondial qui échappera à l'Occident. Avec pour armes l'utilisation sans limites de la force et la cyber-manipulation des opinions, face à des démocraties aussi impuissantes à soutenir la guerre qu'à maintenir la paix, y compris au sein de leurs sociétés.

De prime abord, la Russie semble un géant aux pieds d'argile. Le plus vaste pays du monde est structuré autour d'une succession de vides.

Vide démographique avec une fécondité réduite à 1,7 enfant par femme qui programme le recul de 72 à 68 millions de la population active d'ici à 2035. Vide de développement, avec une stagnation depuis 2008, une croissance potentielle plafonnée à 1% et une économie qui ne pèse plus qu'un douzième de celle de la Chine. Vide de valeur ajoutée d'une mono-industrie des hydrocarbures qui, avec une production de 527,5 millions de tonnes de pétrole brut et 640 milliards de m³ de gaz en 2016, représente le tiers du PIB et la moitié des recettes publiques. Vide de talents, de cerveaux et de capitaux qui fuient massivement. Vide de liberté avec une autocratie cernée par son peuple, qui ne survit que par un gigantesque

effort de propagande mobilisant plus de 18 milliards de dollars par an.

Force est pourtant de constater que la Russie est la puissance qui a le plus pesé dans le système mondial en 2016. Sur le plan économique, l'accord intervenu avec l'Opep pour réduire la production de pétrole a provoqué un redressement durable du prix du baril au-delà de 50 dollars. Sur le plan diplomatique, Moscou, par son intervention directe et décisive au sol comme dans les airs, s'est imposé comme l'acteur clé de la guerre de Syrie, dont il contrôle l'évolution à travers l'axe constitué avec l'Iran des mollahs et la Turquie d'Erdogan. Sur le plan stratégique, l'annexion de la Crimée est devenue irréversible et la pression sur l'Ukraine comme sur les États baltes ne cesse de se renforcer.

Sur le plan militaire, Poutine a engagé un réarmement nucléaire massif sur fond de suspension de l'accord sur le recyclage des excédents de plutonium militaire, déployé des missiles Iskander dans l'enclave de Kaliningrad et durci sa stratégie de déni d'accès en renforçant lourdement ses défenses anti-aériennes. Sur le plan politique, la cyberattaque des serveurs du Parti démocrate puis la divulgation de leurs données par WikiLeaks ont contribué à l'élection de Donald Trump, tandis que des présidents prorusses ont été élus en Bulgarie et en Moldavie ; Moscou n'occupe plus militairement mais dirige par clients interposés.

La percée stratégique de Poutine s'explique par la pusillanimité de Barack Obama qui restera comme le Jimmy Carter du XXI^e siècle, enfermé dans le dœdale djihadisme, par refus de reconnaître son enracinement dans l'Islam, comme de la menace de la

Russie, indûment ravalée au statut de puissance régionale. Mais elle est aussi le fruit d'une stratégie remarquablement efficace. Au verbe impuissant d'Obama, Poutine a répondu par l'action et la surprise, jouant systématiquement sur l'asymétrie pour transformer ses faiblesses en atouts.

Les résultats obtenus sont spectaculaires. L'élection de Trump enterra définitivement le leadership de la République impériale. L'Occident est affaibli et divisé par le repli des États-Unis et la perte de crédibilité des alliances, à commencer par l'Otan. Le Brexit mine la construction européenne. La Turquie de Recep Erdogan, que le référendum constitutionnel d'avril 2017 convertira définitivement en démocratie islamique, renverse ses alliances et envisage de fermer l'accès de ses bases - notamment Incirlik -, aux États-Unis. Même le Japon de Shinzo Abe se rapproche de la Russie pour tenter de résister à la pression chinoise.

Il est grand temps pour les démocraties de prendre la Russie de Poutine et sa volonté de constituer un axe des démocraties au sérieux. Il est grand temps pour l'Europe de prendre en main sa sécurité qui ne manquera pas d'être testée par Moscou. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, Elie Halévy mettait en garde les nations libres en rappelant que : « Sans la menace de la force armée, la diplomatie n'est que fappements de roquet. » La décomposition de ce qui reste d'ordre mondial, accélérée par Trump, réhabilite la loi du plus fort. Dans cet environnement, le soft power, dans lequel s'est spécialisé l'Europe, n'est d'aucune utilité s'il n'est pas réassuré par la capacité de résister à la violence et de recourir efficacement à la force.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS

9 janvier 1757 : mort de l'écrivain Fontenelle, quasi centenaire. RDA / BRIDGEMAN IMAGES

Galanterie de Fontenelle ramassant l'éventail d'une jeune femme

Ah, si j'avais encore mes 80 ans!



ANALYSE
René Schwok
PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES ET EDITORIALISTE POUR LE JOURNAL SUISSE LA « TRIBUNE DE GENÈVE »

Pourquoi l'Union européenne tient bon malgré tout

L'Union européenne est critiquée de toute part. Ses détracteurs remettent en cause aussi bien le libre-échange que le libre établissement des personnes, Schengen et la monnaie unique.

Seul son apport à la paix semblait encore être épargné par ses détracteurs. Or même cette contribution est désormais remise en cause. Ainsi, les adversaires de l'Europe affirment carrément que l'Union européenne est devenue « une force d'instabilité » (Boris Johnson, 9 mai 2016).

Alors, faut-il considérer comme un cliché l'expression « L'Europe, c'est la paix » ? La réponse est en fait subtile. Les partisans de la construction européenne ont trop mis en avant son impact sur la réconciliation franco-allemande, ainsi que l'effet de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca, 1951), censé rendre la guerre matériellement impossible.

Certes, l'Union européenne a contribué à la paix, mais pour une autre raison. Son principal mérite est d'avoir mis en place un mécanisme dans lequel les États sont tellement imbriqués que les coûts de politiques déstabilisatrices deviennent rédhibitoires.

C'est un système subtil et compliqué, fondé à la fois sur la négociation permanente, le souci du consensus, un droit supranational, une bureaucratie compétente et une économie sociale de marché. Le tout accompagné de politiques de redistribution régionale.

Un des résultats les plus positifs concerne l'intégration des pays du Sud

d'abord, puis de l'Est. Ces États ont été ancrés dans un système de valeurs mais aussi de contraintes et de dépendances. Tout va ensemble.

Même quand des forces extrémistes arrivent au pouvoir, elles sont confrontées au coût que représente la perte d'énormes investissements étrangers, de substantiels débouchés pour leurs exportations et de gigantesques aides européennes (agricoles, régionales).

Prenons la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. S'ils n'étaient pas membres de l'Union européenne, ils pourraient être davantage tentés de mener des politiques extrémistes,

L'adhésion à l'Union conduit dans un engrenage dont tout pays membre éprouve les plus grandes difficultés à se défaire

RENÉ SCHWOK

voire bellicistes, qui déstabiliseraient l'Europe tout entière. Leur adhésion à l'Union les a conduits dans un engrenage dont ils éprouvent les plus grandes difficultés à se défaire.

Cette imbrication se retrouve même en Suisse où le Parlement a refusé d'appliquer une initiative populaire anti-immigration qui aurait remis en cause son appartenance relative au système de l'Union européenne. Au Royaume-Uni, les difficultés à mettre en place un réel Brexit précèdent de la même logique.

Un des paramètres clés de cette construction européenne a été d'encadrer la question allemande. Comme lors de la création de la Ceca,

nous retrouvons aujourd'hui le même phénomène d'une Allemagne qui se normalise et qui arrive à un poids dans les relations internationales qui correspond à sa réalité géographique, démographique et économique.

Pour autant, l'enjeu consiste à éviter de transformer cette prépondérance, normale, en hégémonie.

À ceux qui considèrent que l'Europe est déjà germanisée, il faut répondre que l'instabilité sera bien plus grande quand l'Allemagne aura vraiment créé un système pour elle et autour d'elle. Alors, on regrettera l'époque actuelle, où la domination allemande reste encadrée et rééquilibrée dans un

système partiellement supranational qui permet de profiter de ses forces sans qu'elles apparaissent trop hégémoniques.

et donc déstabilisatrices. Contrairement à ce qui s'écrit généralement, l'Allemagne n'a, en fait, pas pu imposer toutes ses volontés à la Grèce, et ses propositions en matière d'immigration n'ont généralement pas été suivies par ses partenaires. Les défis de l'année 2017 sont innombrables. Les forces antieuropéennes pourraient connaître des succès électoraux en France, aux Pays-Bas, en Italie et en Allemagne. L'Union européenne ne pourra certes jamais empêcher des dérives extrémistes et bellicistes de la part des États ou des peuples européens. Elle peut cependant en limiter les dommages par les règles et les institutions que les États membres se sont eux-mêmes imposés.

FIGAROVox

GRANDS ENTRETIENS

- **Éric Sadin** : « La silicolonisation du monde, du rêve au cauchemar. »

- **Élisabeth Lévy** : « Toujours plus de territoires perdus pour la République. »

PRIMAIRE À GAUCHE

Voyage au bout de l'ennui, par **André Bercoff**.

Les rencontres du FIGARO

RENCONTRE AVEC JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

le mercredi 11 janvier à 20h
Salle Gaveau
Réservations : 01 70 37 31 70 ou www.lefigaro.fr/rencontres



LENA LEADING — EUROPEAN NEWSPAPER — ALLIANCE

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris

Président
Serge Dassault

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuille

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué des rédactions
Paul-Henri du Lambert

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr),
Anne-Sophie von Clies (Style, Art de vivre, So Figaro),

Anne Huet - Wullemie (Édition, Photo, Revision),
Arnaud de La Grange (International),
Etienne de Montety (Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision) et Yves Thérard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Édition)
Editeur
Sofia Bengana
Editeur adjoint
Robert Mergul

FIGAROMÉDIAS
9, rue Fillet - WII, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Dornant
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.reaction@lefigaro.fr

Impression
L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 20600 Gallargues-le-Montieux
Ecoprint, Casablanca Maroc, ISN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022

Pour vous abonner
Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement votre Espace Client : www.lefigaro.fr/
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 409 € - Semaine : 239 € - Week-end : 139 €



Le journal est composé de :
Édition nationale
14 pages
Cahier Économie
1 page
Cahier Le Figaro
et 6 pages